



SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE GREC !

Le peuple grec est en colère, et il a bien raison : alors qu'on essaye de lui mettre sur le dos la responsabilité de la faillite de l'État grec, nous affirmons au contraire que la responsabilité revient aux institutions financières internationales et à l'Union Européenne. Les institutions financières ont précipité le monde et notamment la Grèce dans une crise économique et sociale d'ampleur historique, qui a obligé les États à s'endetter, et aujourd'hui ces mêmes institutions se plaignent que certains États risquent de ne pas pouvoir rembourser leur dette. Nous dénonçons cette hypocrisie et affirmons que même si la Grèce, et tous les autres pays, pouvaient rembourser leur dette, ils ne devraient pas le faire : c'est aux responsables de la crise, les institutions financières, pas aux peuples, de payer les pots cassés de la crise. Il n'est que justice que le peuple grec refuse de rembourser la dette de son État.

Refusons de payer leur crise !

Attaquons nous donc plutôt aux capitalistes : le capital grec est très rentable, il s'attire les marges parmi les plus importantes d'Europe, en raison d'investissements dans les pays pauvres des Balkans, de l'absence de protection sociale, de garanties collective et de salaire minimum pour les travailleurs de Grèce, d'un travail au noir gigantesque et d'une exploitation encore plus grande de la main d'œuvre immigrée. Il est de plus très peu taxé, du fait d'un état très faible (vis-à-vis des riches) et d'une grande corruption permettent la fraude et l'évasion fiscale à très grande échelle. C'est donc aux capitalistes grecs de payer la crise !

Nous devons également dénoncer l'attitude de l'Union Européenne. Celle qu'on nous essaie de nous vendre comme une garantie de paix et de solidarité entre les peuples montre ici son vrai visage : celui d'être un soutien inconditionnel du néolibéralisme, dans le plus complet déni de la démocratie. Aussitôt qu'une économie se trouve plongée dans une situation difficile, toute espèce de solidarité s'évanouit, et l'on agnit la Grèce d'accusations de laxisme et d'insultes flirtant avec le racisme. « L'Europe qui nous protège » que vantaient les socio-libéraux au moment de la scandaleuse adoption au forceps (notamment en France et en Irlande) du traité de Lisbonne, semble bien loin.

En fait de protection, l'UE et les institutions financières ont conjugué leur effort pour faire avancer la Grèce à marche forcée vers le démantèlement des services publics, à travers des plans d'austérité qui rappellent les « plans d'ajustement structurel » du FMI : non-remplacement des fonctionnaires, gel de leur salaire, privatisations, hausse de la TVA. Aujourd'hui, l'Union Européenne réclament le report de l'âge de la retraite à 67 ans, en Grèce mais aussi dans les autres pays, menaçant de démanteler également la sécurité sociale. En faisant tout cela elle ouvrent de nouveaux marchés aux investisseurs, tout en garantissant les avoirs des riches épargnants, au détriment des intérêts fondamentaux des classes populaires. C'est une Europe de classe à laquelle nous avons affaire, à laquelle nous devons nous opposer tous ensemble. C'est pourquoi nous appelons à participer partout en Europe à des initiatives de solidarité avec le peuple grec et les futures victimes de l'acharnement des banques. Aux valeurs de cupidité et de prédation sur lesquelles est fondée l'Union Européenne, répondons par la solidarité de classe !

La Grèce est le laboratoire du démantèlement social, de ce qui nous attend toutes et tous demain. Cette politique est menée par tous les partis institutionnels, des bourgeois pur sucre au sociaux-libéraux, par tous les gouvernements, par toutes les institutions du capitalisme globalisé. Il n'y a qu'une voie pour faire reculer cette politique de barbarie capitaliste : l'action directe populaire, la généralisation du mouvement de grève et les manifestations d'un bout à l'autre de l'Europe.

Solidarité avec la lutte du peuple grec ! Grève générale partout !

Le 7 mai 2010

Alternative Libertaire (France)

Federazione dei Comunisti Anarchici (Italy)

Organisation Socialiste Libertaire (Switzerland)

Workers Solidarity Movement (Ireland)

Zabalaza Anarchist Communist Front (South Africa)